



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



## **APPEL A CANDIDATURES**

**Pour la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Dans le cadre du Programme Opérationnel National  
du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche 2014-2020**

**Date de clôture de l'appel le 17 mai 2016**

Le règlement (UE) N° 508/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP) prévoit en son titre V, un chapitre (chapitre III) consacré au développement durable des zones tributaires de la pêche, qui succèdera à l'axe 4 du FEP (Fonds Européen pour la Pêche), mis en œuvre au cours de la programmation 2007-2013.

Le FEAMP soutiendra le développement durable des zones tributaires de la pêche et de l'aquaculture selon une approche de développement local mené par les acteurs locaux (DLAL), conformément à l'article 32 du règlement (UE) n ° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil.

Dans le cadre de la délégation de gestion qui va lui être confiée pour une partie des mesures du FEAMP, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur lance un appel à candidatures pour la mise en œuvre du développement local mené par les acteurs locaux via la sélection de Groupes d'Action Locale de la Pêche et de l'Aquaculture (GALPA).

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre du DLAL en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le contenu d'un dossier ainsi que les critères d'analyse des dossiers.

## Sommaire

|   |    |
|---|----|
| 1. Les principes généraux du DLAL FEAMP .....   | 3  |
| 1.1 L'emploi et le développement économique des filières au cœur de la<br>stratégie DLAL..... | 3  |
| 1.2 Définition et missions d'un GALPA.....  | 5  |
| 1.3 Rôles respectifs des GALPA, de l'autorité de gestion ou de l'organisme<br>désigné. ....   | 6  |
| 2. Les modalités de sélection des GALPA.....  | 8  |
| 2.1 Les critères d'éligibilité d'une candidature.....   | 8  |
| 2.1.1 Le territoire éligible .....  | 8  |
| 2.1.2 La structure porteuse .....   | 9  |
| 2.2 Les critères de sélection d'une candidature .....   | 9  |
| 3. Le contenu attendu de la candidature.....  | 11 |
| 3.1 Le contenu attendu de la candidature.....   | 11 |
| 3.2 Le déroulé du processus de sélection.....   | 12 |
| 4. Le cadre financier .....   | 13 |
| 5. L'accompagnement prévu pour aider les candidats à élaborer leur candidature                | 14 |
| Annexes.....  | 17 |

## 1 Les principes généraux du DLAL FEAMP

---

Le volet territorial du FEAMP cible les activités de pêche et d'aquaculture et les relations que ces activités entretiennent avec les territoires qui les accueillent. Son ambition est de positionner la pêche et l'aquaculture au cœur d'un projet de développement durable des territoires maritimes. Ce volet territorial constitue un outil complémentaire aux autres priorités du FEAMP, afin de répondre aux objectifs de la réforme de la Politique Commune de la Pêche (PCP).

Le volet territorial du FEAMP vise à une meilleure intégration des filières de la pêche et de l'aquaculture sur les territoires qui les accueillent, en offrant la possibilité aux acteurs maritimes de se fédérer au sein d'un dispositif intitulé « Développement Local mené par les Acteurs Locaux » (DLAL). La mise en œuvre de ce dispositif est une réelle opportunité pour amener l'ensemble des acteurs maritimes à se mobiliser et à s'investir dans un projet de développement maritime local en faveur de la pêche et de l'aquaculture pour les cinq prochaines années.

Si le DLAL FEAMP cible précisément la pêche et l'aquaculture, il doit être porteur d'une ambition collective pour ces activités et être élaboré en étroite synergie avec l'ensemble des composantes du pays pouvant contribuer à leur développement durable. Le DLAL FEAMP s'inscrit dans le projet de développement des territoires maritimes, auquel contribuent les autres stratégies de développement local.

### 1.1 L'emploi et le développement économique des filières au cœur de la stratégie DLAL

L'aide à la mise en œuvre et à la réalisation des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux pourra être octroyée pour les deux objectifs suivants:

**Le premier objectif prioritaire est de maintenir et créer des emplois directs ou indirects dans les filières pêche et aquaculture.** Dans un contexte global de chômage élevé, de concurrence forte des activités résidentielles sur les littoraux, le développement économique doit en effet être au cœur des stratégies de territoire.

Cette approche inscrit les logiques d'initiative locale comme un levier de développement économique des territoires littoraux. Ce premier objectif se décline en 4 axes :

- **1 - Augmenter la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture en améliorant leur valorisation sur les territoires** : la dimension collective est recherchée pour les projets qui apporteront des idées nouvelles en termes de différenciation des produits (qualité, origine locale, durabilité sociale, etc.) ou

de valorisation sur le territoire local (vente, transformation), s'appuyant par exemple sur les principes d'économie circulaire.

- **2 - Contribuer à la diversification des sources de revenus des pêcheurs et des aquaculteurs par le développement d'activités complémentaires** : les projets de diversification privilégieront le caractère innovant et collectif des actions.
- **3 - Promouvoir l'inclusion sociale dans les filières pêche et aquaculture** : à travers la problématique de l'emploi, le DLAL constituera un outil pour, par exemple, maintenir et créer des emplois, pour améliorer leur qualité (conditions de travail, annualisation des emplois...), pour faciliter l'accès à l'emploi (réinsertion, publics en situation de handicap, réinsertion de publics éloignés de l'emploi, jeunes entrant sur le marché du travail) et favoriser l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.
- **4 - Améliorer l'image des filières pêche et aquaculture et l'attractivité des métiers** : la meilleure connaissance des filières pêche et aquaculture est essentielle d'une part, pour promouvoir l'emploi dans ces filières et d'autre part, pour valoriser les bonnes pratiques de ces secteurs.

En lien avec les pressions exercées sur les écosystèmes littoraux, les conflits d'usage pour l'utilisation des espaces littoraux et l'arrivée de nouvelles activités pouvant déstabiliser les activités économiques locales, en particulier la pêche et l'aquaculture, **le deuxième objectif prioritaire est de renforcer la place des filières pêche et aquaculture dans le développement des territoires littoraux, dans une perspective de croissance bleue durable.** Le croisement des logiques de filières et des logiques territoriales sera renforcé, en plaçant les acteurs de la pêche et de l'aquaculture au cœur des stratégies de territoire soutenues par le FEAMP. La bonne inscription des activités dans les dynamiques et les évolutions de leur territoire sera un gage de leur pérennité économique et de leur acceptation.

L'objectif se décline en 4 axes :

- **1 - Améliorer les liens entre l'environnement et les activités de pêche et d'aquaculture** : Les projets financés doivent par exemple permettre de créer les conditions d'accueil favorables dans les territoires pour le développement durable de la pêche et aquaculture.
- **2 - Développer des complémentarités entre les activités des filières pêche et aquaculture mais également avec les autres activités du territoire localisées sur le littoral ou dans l'arrière-pays** : dans ce cadre, ont vocation à se développer à travers le DLAL, entre autres, des projets incluant des synergies entre les différents secteurs de production primaire, en lien notamment avec la valorisation touristique des territoires et des produits.
- **3 - Renforcer la concertation et l'insertion harmonieuse des activités de pêche et d'aquaculture dans la bande littorale** : les enjeux de régulation des usages ou de partage de l'espace sont souvent rendus plus aigus sur le littoral en raison de son attrait. Le DLAL doit permettre aux activités de pêche et

d'aquaculture de s'adapter par exemple, à l'arrivée d'activités sur le territoire qui les impactent. Le développement des énergies marines renouvelables dans le cadre de la croissance bleue pourrait être un exemple parmi d'autres.

- **4 - Favoriser les synergies et coopérations entre territoires plaçant la pêche et l'aquaculture au cœur de leur développement** : le volet coopération du DLAL est un outil transversal aux stratégies locales. Son utilisation sera précisée par le partenariat local au sein de chaque stratégie locale de développement. La France, et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, souhaitent renforcer ce volet en privilégiant par exemple des projets de coopération aboutissant à sensibiliser les professionnels de la pêche et de l'aquaculture aux objectifs et aux retombées du DLAL, en s'appuyant sur la mise en relation des acteurs, de l'échange d'expériences, la mutualisation d'outils et de méthodologies.

## 1.2 Définition et missions d'un GALPA

Les groupes d'action locale élaborent et appliquent les stratégies de développement local mené par les acteurs locaux. Ils ont notamment pour tâches (cf. article 34 du règlement (UE) n°1303/2013 :

- de renforcer la capacité des acteurs locaux à élaborer et à mettre en œuvre des opérations, y compris en stimulant leurs capacités de gestion des projets ;
- d'élaborer une procédure de sélection transparente et non discriminatoire et des critères objectifs de sélection des opérations qui préviennent les conflits d'intérêts, garantissent qu'au moins 50 % des voix à exprimer lors du vote sur des décisions de sélection proviennent de partenaires qui ne sont pas des autorités publiques et autorisent la sélection par procédure écrite ;
- d'assurer, lors de la sélection des opérations, la cohérence entre celles-ci et la stratégie de développement local mené par les acteurs locaux en classant les opérations en fonction de leur contribution à la réalisation des objectifs et valeurs cibles de ladite stratégie ;
- d'élaborer et de publier des appels à propositions ou une procédure de soumission de projets continue, y compris la définition des critères de sélection ;
- de sélectionner les opérations qui permettent de mettre en œuvre la stratégie de développement local conformément aux critères de sélection préalablement définis ;
- de suivre l'application de la stratégie de développement local mené par les acteurs locaux et des opérations soutenues et d'accomplir des activités d'évaluation spécifiques se rapportant à ladite stratégie.

Le développement local mené par les acteurs locaux devra être mis en œuvre selon une approche ascendante par les partenariats locaux, composés de représentants des secteurs public, privé et civil et qui reflètent fidèlement la société locale. Ces acteurs

locaux sont les mieux placés pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies multisectorielles de développement local mené par les acteurs locaux répondant aux besoins de leur zone locale tributaire de la pêche. Il importe de garantir qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne possède plus de 49 % des droits de vote dans les organes décisionnels des GALPA. Ils assurent également une représentation significative des secteurs de la pêche et/ou de l'aquaculture dans le comité de sélection. La part du secteur privé sera au moins de 50%.

### **1.3 Rôles respectifs des GALPA, de l'autorité de gestion ou de l'organisme désigné**

#### **1.3.1. Principales dispositions en matière de gestion**

Une enveloppe pluriannuelle de FEAMP sera allouée aux candidats sélectionnés pour la durée de la programmation avec une obligation de mise en œuvre régulière sur la période. Le GALPA sera l'interlocuteur unique pour les différents porteurs de projets du montage des opérations jusqu'à leur réalisation.

#### **1.3.2. Pilotage régional**

La Région en tant qu'Organisme Intermédiaire (OI) assure :

- La rédaction des appels à candidatures ;
- La sélection des groupes ;
- L'instruction et la programmation des projets ;
- L'animation et l'appui auprès des GALPA ;
- Le suivi financier en lien avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;
- La rédaction du rapport annuel de mise en œuvre du DLAL, en lien avec les GALPA.

#### **1.3.3. Animation territoriale**

Elle est essentiellement mise en œuvre par le GALPA et concerne :

- la sensibilisation à l'approche du DLAL FEAMP ;
- l'appui à l'émergence de projets ;
- la valorisation du programme et la communication.

#### **1.3.4. Programmation**

Le GALPA assure l'accompagnement des porteurs de projets dans la rédaction d'une fiche projet. La fiche projet synthétise les principales caractéristiques du projet. Elle a pour objectif d'anticiper la faisabilité du projet.

Ainsi sur la base de cette fiche projet, une 1ère analyse réglementaire est faite par la Région, en lien avec le GALPA. Ce 1er avis réglementaire est bloquant en cas de non-respect des critères d'éligibilité et sera notifié au porteur de projet et au GALPA. Le GALPA, en associant la Région, organise et anime un comité de sélection qui formule un premier avis d'opportunité sur la base de la fiche projet, avec la possibilité

d'audition des porteurs de projets. Le GALPA émet un compte rendu en lien avec la Région et informe le porteur de la décision, avec copie à la Région.

Le GALPA aide ensuite les porteurs de projets présélectionnés au montage de dossiers FEAMP puis assure la pré-instruction du dossier en le transmettant à la Région. La Région analyse la complétude du dossier et procède ensuite à l'instruction réglementaire.

La Région organise et anime un comité de sélection qui procède à la sélection définitive du projet. Le GALPA établit un compte rendu en lien avec la Région qui procède à la programmation du dossier et notifie la décision finale au porteur et au GALPA.

#### **1.3.5. Engagement juridique et financier**

La Région produit et édite la décision d'attribution de l'aide.

#### **1.3.6. Logiciel OSIRIS**

Le logiciel OSIRIS est l'outil de gestion des dossiers, de la demande au paiement. La saisie est assurée par la Région mais il sera accessible aux GALPA en lecture.

#### **1.3.7. Paiement**

Le GALPA accompagne les bénéficiaires dans la constitution des dossiers de paiement, qui sont déposés auprès de la Région qui les instruit.

Des visites sur place sont effectuées par la Région, en lien avec le GALPA, selon une méthode d'échantillonnage, reposant sur une analyse de risque. Le certificat de service fait est établi par la Région. L'autorisation de paiement et le certificat de service fait sont adressés à l'ASP par la Région. Le GALPA et le porteur en sont également informés.

L'organisme de paiements : l'Agence de Services et de Paiements (ASP) liquide les crédits FEAMP. La contribution financière du FEAMP sera calculée sur la base de la dépense publique figurant dans le plan de financement de chaque opération.

#### **1.3.8. Contrôles d'audit**

Le dispositif de contrôle interne mis en place par la Région intégrera le DLAL. Le GALPA pourra également être concerné par les contrôles réalisés par les autorités de gestion, certification et d'audit, qui vérifieront la conformité des procédures du GALPA avec la piste d'audit.

#### **1.3.9. Evaluation**

Les GALPA devront rendre compte de leurs performances auprès du Conseil Régional en tant qu'organisme intermédiaire en charge de la gestion du GALPA. Les modalités sont détaillées au chapitre 10 du programme opérationnel FEAMP.